



CH LAVAUUR



Lavaur, le 13/03/2012

LA HAUTE AUTORITE EST TOMBEE BIEN BAS !

Nous relayons et partageons complètement ce communiqué du Collectif des 39.

Une nouvelle tartufferie.

« Le collectif des 39 prend acte des dernières décisions de la Haute Autorité de Santé (HAS) concernant l'autisme, et qui interdit de fait le packing « sans exception », sauf dans le service du Pr Delion où une recherche est en cours depuis deux ans à la demande du ministère de la Santé... Ainsi une décision est prise sans attendre les résultats de ce travail important qui sous la pression de lobbies dictant leur conception de la maladie, imposent de se détourner du soin.

Nous soutenons avec force notre collègue Pierre Delion, pris au milieu de cette tourmente, et de cette double contrainte : mener une recherche sur une pratique désavouée par la HAS !

Mais comme nous le présentions, cette affaire est loin de se limiter à l'autisme, bien loin de s'appuyer seulement sur le lobby de certaines associations de parents, se plaignant d'un manque d'accueil de certains praticiens, de certains dogmatismes.

Le scandale de l'insuffisance de moyens, de lieux d'accueil et de prises en charge intensive n'est absolument pas pris en compte.

Dès l'annonce de la décision, le président de la HAS a affirmé qu'il s'agissait d'en finir avec une psychiatrie adossée à la psychanalyse et qui serait incapable de faire ses preuves.

Le propos, s'il a le mérite de la clarté, se présente comme une véritable **déclaration de guerre** contre la psychiatrie relationnelle.

Il bascule même dans un négationnisme, occultant les plus de soixante années de travaux, de recherche, de résultats thérapeutiques que nous devons à Françoise Dolto, Maud Mannoni, Tony Lainé et Roger Misés pour ne citer que les plus illustres praticiens français reconnus dans le monde entier.

Le président de la H.A.S. qui avait aussi masqué ses conflits d'intérêt avec l'industrie pharmaceutique, vient rejeter la psychiatrie que nous pratiquons, ouverte sur l'altérité, ouverte sur tous les autres champs du savoir, dans sa prise en compte du transfert, de l'inconscient et le du désir humain.

Si nous avons à rappeler après la mise en place de la loi indigne du 5 juillet 2011 que les patients ne sont pas des criminels potentiels, bons à enfermer ou à traiter de force à domicile, nous sommes aujourd'hui confrontés à l'extrême violence d'une volonté d'éradication de la psychanalyse et de la psychothérapie institutionnelle, d'une psychiatrie où la dimension relationnelle est au cœur de tout processus de soins, où la dimension psychopathologique n'est pas déniée ou rejetée.

Aujourd'hui le packing, et demain l'interdiction de tout ce qui tisse la vie quotidienne et relationnelle dans les institutions: les médiations qui s'appuient sur les activités thérapeutiques, les repas pris en commun, les ateliers d'expression et de création etc.

Tout ce qui ne peut être « évalué » dans l'immédiateté, dans la « preuve » par des chiffres, des statistiques, et qui se trouve en rapport avec l'ineffable du désir humain, se trouve ainsi invalidé explicitement par la HAS !

Nous nous trouvons sous le coup d'un « interdit professionnel » et d'une « police de la pensée » où il s'agirait de bannir tout un pan du savoir humain.

Cet interdit s'applique de facto aux familles et aux patients qui seraient demandeurs d'une thérapie autre que celles recommandées par cette instance.

Ne nous y trompons pas, ce diktat tente de discréditer une conception de l'humain qui considère que tout homme ne peut en aucun cas se réduire à être un tas de molécules ou un objet à adapter ou à rééduquer.

Les recommandations, les accréditations, les protocoles et certifications nous imposent un carcan étouffant toute initiative soignante, l'envahissement d'une bureaucratie abêtissante, la mise en place d'un système à même de nous empêcher de soigner.

Ainsi après les ridicules recommandations de bonnes pratiques sur les TOC et la dépression, où tout référence psychopathologique est soigneusement évitée, L'HAS démontre à nouveau sa partialité, son incompétence, son pouvoir de nuisance.

Un pas supplémentaire vient d'être franchi :

La HAS et son président se discréditent complètement

En posant ces actes la HAS se révèle au grand jour comme l'instrument d'une idéologie implacablement réductionniste, dégradante et régressive.

C'est pour ces raisons que nous demandons aux candidats à l'élection présidentielle de se prononcer (entre autres) sur :

L'arrêt immédiat de tous les processus d'accréditation et de certification, des recommandations de "bonne pratique " et "des conférences de consensus", validés dirigés et imposés par l'HAS, dont l'objectif d'une mise en normes des pratiques, protocolisées et homogènes, est anti thérapeutique, destructeur des soins et constitue un obstacle majeur à des soins psychiques de qualité.

Aussi le meeting du **samedi 17 Mars** revêt-il une importance cruciale au cœur de cette campagne électorale. Les soignants, les familles et patients qui sont au programme, avec des scientifiques et des philosophes, vont expliquer les raisons de leur refus d'une instrumentalisation de la science.

Nous réaffirmerons notre mot d'ordre d'arrêt de toute cette folie évaluatrice et normative. »

Le collectif des 39 contre la nuit sécuritaire